

Délégation Départementale de l'Hérault

Direction
Pôle
Département/Cellule

Affaire suivie par : Corinne GUTIERRES

Courriel : ARS-LRMP-DD34-SANTE-ENVIRONNEMENT@ars.sante.fr

Téléphone : 04.67.07.20.06.

Télécopie : 04.67.07.22.62

Réf : CG-16-27-CG-AEP-PREF-ouvertureEP garriguebasse .doc

PJ : 4 dossiers
4 notices explicatives

Objet : Pays de l'Or Agglomération captage Garrigue Basse
Ouverture d'enquête publique



La Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé

à

Monsieur le Préfet de l'Hérault
DRCL 3 – Bureau environnement

à l'attention de Mme Ouahab

Montpellier, le 19 juillet 2016

Par délibération du 3 juillet 2014, Pays de l'Or Agglomération a approuvé le dossier et a demandé l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique pour :

- les travaux de dérivation des eaux souterraines en vue de l'alimentation en eau potable à partir du captage Garrigue Basse.
- l'instauration des périmètres de protection et des servitudes qui en découlent.

Le dossier que j'ai instruit au **titre du Code de la santé publique** a été jugé régulier et complet le 29 septembre 2015.

Je vous en adresse **4 exemplaires**, reçus le 17 décembre 2015, auxquels j'ai ajouté la notice explicative rédigée conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle du 24 janvier 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.

Chaque dossier comporte en outre un dossier intitulé « dossier parcellaire » dont l'objet est de faire connaître précisément au public les parcelles situées dans le périmètre de protection rapprochée et qui seront donc grevées de servitudes. Il ne s'agit toutefois pas de procéder à une enquête parcellaire.

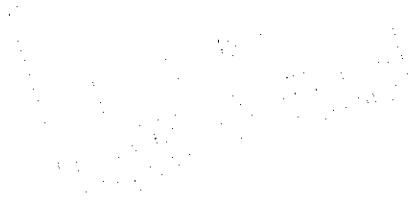
La DDTM (service eau et risques) va par ailleurs vous transmettre les dossiers de demande d'**autorisation au titre du Code de l'environnement**.

Il convient donc d'ouvrir concomitamment **une enquête publique au titre du Code de la Santé publique et au titre du Code de l'environnement**.

Je vous propose :

- de désigner la commune de Mauguio, commune d'implantation du captage, comme siège de l'enquête publique,
- de déposer un dossier dans cette commune, seule commune concernée par les périmètres de protection rapprochée et éloignée,

La ventilation des pièces jointes fournies est la suivante :

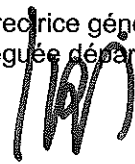


- 1dossier (notice incluse): services préfectoraux,
- 1dossier (notice incluse): commissaire-enquêteur,
- 1dossier (notice incluse): commune de Mauguio, siège de l'enquête publique, et seule commune concernée par les périmètres de protection,
- 1 dossier (notice incluse) : Pays de l'Or Agglomération, maître d'ouvrage.

Les exemplaires du dossier destinés à l'ARS et à la consultation du CODERST sont déjà en ma possession.

Au terme de cette enquête et en vue d'établir l'arrêté préfectoral d'autorisation, je vous remercie de m'adresser le plus rapidement possible le rapport du commissaire enquêteur pour la partie relevant de Code de la santé publique.

P/la Directrice générale
La déléguée départementale



Isabelle REDINI

COPIE pour information

- Pays de l'Or Agglomération
- DDTM : Mme Courbis
- ARS : Mme Dubois

